

FORUM DE DAVOS

Patrick Martin : « L'Europe a eu raison d'afficher sa fermeté face à Trump »



Patrick Martin, président du Medef, à Paris, mercredi 21 janvier. ED ALCOCK/MYOP POUR « LE MONDE »

Propos recueillis par Bastien Bonnefous

Le président du Medef invite les pays de l'Union européenne à « faire valoir leur puissance » face aux Etats-Unis et à agir pour réduire leur dépendance à l'égard des Américains et des Chinois

ENTRETIEN

Donald Trump a annoncé, mercredi 21 janvier au soir, depuis le Forum économique mondial de Davos (Suisse), qu'il renonçait finalement à appliquer de nouveaux droits de douane contre huit pays européens dont la France, pour leur soutien au Danemark dans la crise entre le Groenland et les Etats-Unis. Une volte-face du président américain, alors que l'Europe agissait la menace de représailles envers son pays.

Dans un entretien au *Monde*, le président du Mouvement des entreprises de France (Medef), Patrick Martin, se félicite de la réaction européenne. Il estime également que, dans ce contexte géopolitique mondial, le budget dont s'est doté pour 2026 le gouvernement français, après plusieurs mois de débat parlementaire, « *va malheureusement à contresens* ».

Donald Trump renonce finalement à imposer de nouveaux droits de douane contre les pays européens dans le cadre de la crise avec le Groenland. En revanche, le flou demeure concernant sa menace d'augmenter de 200 % les taxes contre les vins et spiritueux français en représailles au refus de la France d'intégrer son « conseil de la paix ». Comment réagissez-vous à ces revirements, et les Européens ont-ils eu raison de se montrer fermes face au président américain ?

Oui, les Européens ont eu raison d'afficher leur fermeté. Depuis un an, ils ont appris à réagir face à l'administration Trump et à Donald Trump lui-même. Ils avaient été complaisants une première fois, en 2025, s'agissant des droits de douane. Cette fois, ils ont résisté avec le bon niveau de réponse. Toutefois, il convient de rester vigilants.

Concernant la menace sur les vins et spiritueux français, elle est toujours là. Il nous faut garder notre sang-froid et répondre par la fermeté avant d'envisager des mesures de soutien à une filière d'excellence qui souffre déjà beaucoup des tensions commerciales internationales. J'avais d'ailleurs défendu les producteurs de cognac et d'armagnac en Chine en 2025 au côté du ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot.

Les Européens ont-ils néanmoins les moyens de résister ? Nous sommes dépendants des Etats-Unis sur le plan militaire, mais aussi sur les secteurs du numérique et de l'énergie...

C'est vrai que nous sommes dépendants dans de nombreux domaines. C'est pourquoi cet enchaînement de parties de bras de fer avec les Etats-Unis, mais c'est vrai aussi avec la Chine, doit nous amener à accélérer très fortement sur la mise en œuvre du rapport Draghi *[qui préconise des mesures pour améliorer la compétitivité européenne]*.

Bien sûr, cela ne donnera pas des résultats du jour au lendemain. Mais on a la démonstration que ces situations de dépendance et de perte de souveraineté peuvent nous mettre en grande difficulté, c'est le cas sur le numérique comme sur les matériaux critiques.

Est-ce une erreur d'avoir passé l'accord de juillet 2025 entre la Commission européenne et les Etats-Unis, qui prévoit 15 % d'augmentation des droits de douane pour les exportations européennes ?

On a cédé à une logique que je qualifie de rapport de force, qui est celle des Américains, en laissant entendre qu'on renonçait à faire valoir notre puissance. Le marché européen est quand même le premier marché mondial ! Prenons-en réellement conscience !

Comment avoir une réponse forte quand les pays européens sont divisés, notamment avec l'Allemagne qui veut protéger ses exportations ?

Les choses bougent. On est en contact permanent avec nos homologues patronaux européens et singulièrement allemands, et je suis très frappé de voir la vitesse à laquelle les Allemands prennent conscience que ce qui a fait leur force jusqu'à une période récente, c'est-à-dire le niveau extraordinaire de leurs exportations et de leurs excédents commerciaux, se retourne désormais contre eux. La France est moins dépendante des exportations vers les Etats-Unis – c'est 1,5 % de notre produit intérieur brut, quand c'est 4,5 % en Allemagne, et à peu près du même ordre en Italie. On est, par voie de conséquence, un petit peu plus libre de nos mouvements et de nos expressions.

Il y a d'un côté les droits de douane américains, et de l'autre, les surproductions chinoises qui se déversent en Europe. Entre ces deux grands blocs, le bloc européen semble toujours avoir un train de retard...

Absolument, d'où l'urgence à mettre en œuvre le rapport Draghi. Là encore, les choses commencent à bouger. Il y a des mesures de protection du marché européen et des entreprises européennes qui sont mises en œuvre contre les produits chinois. Le marché européen est d'une importance existentielle pour la Chine, utilisons cette force. Les Chinois ne sont pas les Américains, mais leur pays est puissant et dorénavant agressif. Si on ne rééquilibre pas le rapport de force avec eux, on ouvre la porte à tous les excès.

Les droits de douane américains sont en place depuis bientôt un an. Quel bilan peut-on en tirer pour les entreprises françaises ?

Les chiffres 2025 sont difficiles à analyser parce qu'il y a un avant et un après la mise en œuvre des taxes, en avril 2025. Sur la globalité de l'année, les données sont mitigées, mais si on se focalise sur le second semestre, on a eu des baisses très significatives des exportations sur les vins et les spiritueux, la cosmétique et la pharmacie, en partie compensées par l'aéronautique et la chimie, qui résistent. La tendance est quand même baissière.

Avec des conséquences sur les investissements et l'emploi ?

Les conséquences sont encore difficiles à apprécier parce que c'est multifactoriel. Mais la reconduction en France de la surtaxe d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises combinée aux droits de douane américains, peut inciter nos entreprises à arbitrer leurs investissements et les diriger vers les Etats-Unis. Ce qui est certain, c'est que tout cela crée une forme d'attentisme. Les patrons les plus avertis se disent qu'il est urgent d'attendre.

Plusieurs grands groupes français du luxe, des transports ou de l'énergie, ont investi aux Etats-Unis ces derniers mois. Est-ce une bonne stratégie ?

Ces investissements ne sont pas forcément liés aux droits de douane. L'argument le plus fondamental, c'est qu'il y a un marché américain qui est dynamique et pro-entreprises, et avec un prix de l'énergie sensiblement plus bas qu'en France et en Europe. Autant de raisons rationnelles pouvant conduire certaines entreprises à choisir les Etats-Unis.

A Davos, Emmanuel Macron a appelé une nouvelle fois à davantage d'investissements privés en Europe, sous-entendant que les entreprises ne jouent pas assez le jeu...

Il y a le sujet de l'union des marchés de capitaux soulevée par le rapport Draghi. Un certain nombre de réglementations continue de brider les grands investisseurs institutionnels. L'Union européenne semble vouloir enfin bouger, il faut avancer. Mais les capitaux vont là où ils ont les meilleurs rendements. Il se trouve qu'à ce jour, les meilleurs rendements sont aux Etats-Unis, y compris en matière d'investissement boursier. Si l'Europe ne se donne pas les moyens de sa compétitivité, on prend le risque que l'abondante épargne européenne continuera à s'investir aux Etats-Unis.

Dans ce contexte géopolitique mondial très perturbé, le budget français pour 2026 est-il à la hauteur des enjeux ?

Ce budget va malheureusement à contresens de ce qu'il faudrait faire. C'est vrai s'agissant du taux d'emploi avec la suspension de la réforme des retraites. C'est vrai en matière de fiscalité avec la troisième suspension de la trajectoire de suppression de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises. La surtaxe d'impôt sur les sociétés est aussi un très mauvais signal.

Ce budget, pour des raisons politiques franco-françaises que l'on connaît, ne prend en compte ni le temps – on n'en finit pas de creuser des déficits, en particulier sociaux – ni l'espace. Il ne tient pas compte de ce qui se passe autour de nous. Les Etats-Unis ont baissé leur taux d'impôt sur les sociétés. Les Allemands vont faire de même et ils engagent un programme d'investissement massif sur les infrastructures et l'armement. Je ne parle même pas de la Chine ou de l'Inde...